



SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS

N° 393

Sept-Oct 2026

Convergence

DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE

TROP CHAUD
TROP FROID
TROP CHER



Regard

— Une image pour voir autrement —

De cette maison à Andernos-les-Bains, il ne reste plus rien. Seule une cabane pour enfant, au premier plan, semble avoir été épargnée par les flammes. Aux côtés de Sabine, dont l'habitation est l'une des 283 à avoir brûlé, se tient Bruno, bénévole au Porge. Revêtu de son gilet bleu, il est une main tendue pour répondre aux besoins immédiats et futurs. Les incendies qui ont touché la France cet été ont ravagé la Gironde, mais aussi le Var, les Landes, la Drôme ou encore les Pyrénées-Orientales. Au total, plus de 220 000 personnes ont dû être évacuées. Tout l'été, les bénévoles du Secours populaire se sont mobilisés massivement pour venir en aide aux victimes.

Photo ©Jean-Marie Rayapen / SPF

Faites un don

En scannant ce qr code



Dans ce numéro...

...il est question de maisons. Des maisons où il fait trop chaud l'été et trop froid l'hiver **P.6**. Des maisons dont on peine à payer les factures **P.10**.

Des maisons de santé qui sont tels des îlots d'espoir **P.15**. Des maisons dévorées par les flammes **P.20**. Et, avant tout, une maison commune, notre planète, que les bénévoles du Secours populaire œuvrent à faire tourner plus rond.

Ce numéro est dédié à notre collègue et amie,

Anne-Elizabeth Peron
(1997 - 2026),

en hommage à son travail pour développer les solidarités en Europe.

EN PREMIÈRE LIGNE

Pleins feux sur une actualité du Secours populaire

TROP CHAUD TROP FROID TROP CHER

SONDAGE IPSOS / SPF

Pour la première fois, le Secours populaire fait le point sur l'ampleur de la précarité énergétique avec Ipsos, qui a interrogé 10 000 habitants de dix pays européens*.

Au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête, plus d'un Français sur deux (53%) a limité volontairement la température de son logement à moins de 18° pour réduire la facture. Un chiffre bien supérieur à celui mesuré par le médiateur de l'énergie (un Français sur trois) à l'automne dernier. Une majorité de ménages s'est imposé un niveau de chauffage inférieur aux recommandations retenues pour préserver le confort et la santé : le constat est là, se chauffer est devenu un luxe. À l'échelle du continent, un Européen sur quatre a peine « souvent » à se chauffer correctement

l'hiver dernier, et plus d'un sur deux s'est retrouvé dans cette situation au moins occasionnellement, particulièrement en Grèce et en Moldavie. Ces difficultés proviennent du coût de l'énergie. Près de huit Français sur dix (79%) considèrent que leurs factures d'énergie représentent une part importante de leur budget. Leur poids est même considéré comme « très élevé » dans le budget familial pour près d'un Français sur six. À l'inconfort de l'hiver succède pour beaucoup celui de la chaleur de l'été : un tiers des Français ont « souvent » ou « très souvent » peiné à maintenir une température fraîche dans leur logement durant l'été précédent l'enquête. Un autre tiers des répondants disent rencontrer « parfois » ce problème, qui

* 10 000 personnes interrogées dans 10 pays : France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Moldavie, Portugal, Roumanie, Serbie.



Éditeur : Secours populaire français, association régie par la loi 1901 et reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 12 mars 1985, 9-11 rue Froissart - 75003 Paris. Directrice de la publication : Henriette Steinberg, secrétaire générale. Responsable de la rédaction : Thierry Robert, directeur général. Directrice de la communication : Angela Cabral. Comité éditorial : Isabelle Avran, Elsa Bericha, Alain Bommenel, Angela Cabral, Bruno Conty, Renata Cortinovis, Anne-Marie Cousin, Francia Garcia-Ficheux, Pierre Lemarchand, Corentin Letarnec, Corinne Makowski, Stéphanie Prouvost, Thierry Robert, Dominique Roche, Carole Vilain, Olivier Vilain, Françoise Vis. Rédaction : Isabelle Avran, Pierre Lemarchand, Madeleine Le Page, Olivier Vilain. Graphiste : Corentin Letarnec. Impression : IPS, Pacy-sur-Eure (27 120). Conception : Secours populaire français. Convergence N°393 - Bimestriel - Septembre 2026. Tirage : 172 715 exemplaires. Dépôt légal : Septembre 2026. N°ISSN : 02933292. N°CPPAP : 02 21H84415. Illustration de Une : Cachete Jack. Ce numéro comporte, posé en 4° de couverture, un supplément « La solidarité en action - Bilan d'activité 2025 » sur l'ensemble du tirage.



Cadastre européen

La précarité énergétique, à l'échelle du continent



63%

des Européens citent l'énergie comme première inquiétude économique.



1/4

des Européens ont « souvent » peiné à se chauffer l'hiver dernier.



38%

ont sacrifié des dépenses pour l'énergie domestique.



>1/2

Européen a éprouvé des difficultés à se chauffer. Les Grecs et les Moldaves sont les plus touchés.



34%

ont sacrifié des dépenses pour se déplacer.



Arbitrage

Se priver pour payer l'énergie

Se loger et se déplacer pèsent désormais à égalité sur le budget des Français.



Ont renoncé à des soins ou à bien manger pour mettre du carburant dans leur véhicule.



Ont renoncé à des dépenses essentielles (alimentation, santé) pour payer l'énergie du logement.

« Mettre le chauffage en marche ou au contraire allumer la climatisation, aller au travail en voiture... Ces gestes ne vont plus de soi pour une part toujours plus importante de la population. »

Layla*,

accompagnée par le Secours populaire du Mans et bénévole.

« Pendant l'hiver, on empilait les couvertures et les vêtements. Les enfants portaient plusieurs pulls. On faisait comme on pouvait pour tenir. Il faisait 15 ou 16 degrés dans la journée. Je n'ai jamais eu 19 degrés, même au mois de mars. J'appréhende de revivre la même chose que l'année dernière. C'était très, très difficile. Avant, c'était tout blanc. Maintenant, ça jaunit à cause de l'humidité, notamment dans la salle de bains. J'ai des

poissons d'argent... Ils sortent de partout, ils rampent sur les murs. Ça a commencé par les toilettes. Pour les trois enfants, les conséquences

« L'hiver, on vivait sous les couvertures. »

sont lourdes. Plusieurs d'entre eux souffrent d'un asthme sévère et chronique. Avec le froid et l'humidité, c'est difficile pour eux. Et avec la chaleur, c'est encore pire. L'été avec la chaleur, on s'enferme. Dans les chambres, c'est la fournaise. Alors on dort tous dans le salon. On est malades, on est épuisés. Ce n'est pas évident de reprendre des forces dans ces conditions. J'ai tout le temps des crises à gérer. »

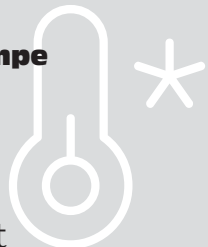
* Le prénom a été modifié à la demande de la personne.



Le chiffre qui grimpe

53%

des Français ont volontairement limité leur chauffage à moins de 18° au cours des 12 derniers mois, pour réduire la facture.



peut – on l'a vu – les conduire aux urgences. Pour élevés qu'ils soient, ces chiffres auraient pu l'être encore plus car, pour une raison de calendrier, ils n'ont pas pu prendre en compte les vagues de chaleur de l'été qui s'achève. Les gens tentent de se prémunir contre les nouveaux standards de température que les canicules annoncent en se tournant vers la climatisation. Une option qui provoque notamment l'augmentation de la facture des particuliers à mesure que s'accroît la consommation électrique. Celle liée à l'utilisation de ces appareils

a été multipliée par quatre en dix ans, selon l'Observatoire national de la précarité énergétique. Avec la montée des coûts de l'énergie tout au long de l'année, plus d'un quart des Français ont dû renoncer à effectuer des dépenses essentielles (alimentation, santé) pour payer leurs factures d'énergie domestique (26 %). Ils sont même 28 % à avoir dû faire une croix sur des soins ou sur le bien manger pour mettre du carburant dans leur véhicule. En élargissant la focale, c'est encore pire : plus d'un Européen sur trois a sacrifié

des dépenses importantes « souvent » ou « parfois » pour faire face à ses factures d'énergie : 38 % pour l'énergie domestique et 34 % pour se déplacer. Avec des conflits toujours plus nombreux et des cessez-le-feu qui n'annoncent ni la paix ni le retour à la normale de l'approvisionnement pétrolier, 71 % des Français sont inquiets pour leur capacité à faire face à la hausse du carburant. Une inquiétude qui a flambé de 13 points, un record. Les Français ont conscience de leur vulnérabilité aux marchés internationaux et de leur

incapacité à palier indéfiniment le coût élevé de l'énergie. Cette dernière focalise aujourd'hui les inquiétudes économiques de 63 % des Européens. Au-delà de la seule inquiétude, 75 % des Français concernés déclarent subir au moins une conséquence négative sur leur santé ou leur bien-être (fatigue, difficultés à dormir, douleurs articulaires, maladies plus fréquentes...). Que ce soit en raison de la chaleur, du froid ou des privations, la précarité énergétique tourne à la crise sanitaire de grande ampleur.



Indicateur

71%



des Français sont inquiets pour leur capacité à faire face à la hausse du carburant.

+13 points - un record

REPORTAGE



© Jean-Marie Rayapen / SPF

France

Le Cantal, la précarité énergétique au sommet

Siran est un petit bourg viticole du Cantal. Pour s'y rendre, il faut prendre la route de l'ouest depuis Aurillac sur 30 km.

C'est là qu'Andréa*, 38 ans, vit avec son fils Tom* dont le regard rigolard est encadré par ses lunettes rondes et des cheveux bruns qui lui descendent sur le front.

En été, le lotissement de pavillons HLM est écrasé de chaleur. Andréa reçoit l'équipe du Secours populaire, qui l'accompagne depuis deux ans, dans la pénombre du salon où l'on devine, malgré les volets consciencieusement fermés, une table, un canapé rustique, un meuble TV et des piles de jeux de société et de jouets rangés sur quelques étagères et sous l'escalier en bois qui mène aux chambres.

Avec plus d'un ménage sur trois en précarité énergétique, le Cantal est le département le plus touché d'Auvergne-Rhône-Alpes. En France, ce sont ainsi 3,1 millions de foyers qui souffrent d'une température trop forte ou trop basse dans leur logement ou qui doivent consacrer plus de 8 % de leur revenus à se chauffer, se climatiser et pour profiter des autres commodités domestiques. Des ménages qui souvent sont également fragilisés par le prix de l'essence ou des transports. Dans sa synthèse de l'année, l'Observatoire national de la précarité énergétique rapporte qu'un Français sur dix serait dans ce cas.

« Le soleil était vite là aujourd'hui, remarque Andréa en montrant les fenêtres du salon qui est plein sud. On transpire rapidement. Pour rafraîchir, il faut attendre la nuit pour ouvrir les fenêtres. Hier soir, il faisait quand même 28° dans les chambres. » Elle vit dans l'une des 4,2 millions de résidences principales dont le diagnostic énergétique F ou G les classe dans la catégorie des passoires thermiques. Tout le monde monte voir à l'étage, qui se révèle exigu. Les chambres sont directement sous le toit. Elles n'ont qu'une fenêtre chacune, toutes deux recouvertes d'une couverture de survie métallique. Dans la chambre de Tom, un demi-filet d'air sort d'un vieux ventilateur. Il faut avoir la main directement posé sur la grille de protection pour le sentir. À côté de

l'appareil, Andréa ouvre la porte des combles. Quelques lambeaux de laine de verre apparaissent alors, retenus par des cartons disjoints qui baillent tant qu'ils peuvent. Elle les a disposés en 2024 à son installation, à la suite de sa rupture d'avec le père de Tom. « Tout le problème vient de là. »

« Parfois, le vent d'hiver souffle si fort qu'on a l'impression qu'il y a un loup dehors. »

Le problème vient aussi d'une équation impossible à résoudre. Andréa fait des heures de ménage, y compris dans un château des environs. Avec le RSA, il lui reste 750 euros au maximum, une fois les APL et le loyer déduits. Avec cela, elle doit payer 250 euros de carburant et autant d'électricité. « Le premier hiver, j'avais beau allumer tous les radiateurs, j'avais 17° en haut et parfois 12° dans la chambre du petit. » Le toit laisse passer tous les courants d'air. « Parfois, le vent d'hiver souffle si fort qu'on a l'impression qu'il y a un loup dehors. »

Pire, au printemps 2025, Andréa a reçu une régularisation de 1200 euros. « C'était impossible alors je suis allée voir mon assistante sociale qui a fait appel au Fonds de solidarité pour le logement. » Le FSL a pris en charge la moitié de la somme. Les associations locales, dont le Secours populaire, ajoutent une contribution. Cette année, Andréa a encore eu une régularisation de 800 euros. Cette fois-ci, elle n'a utilisé qu'un seul radiateur à la fois pendant les six mois que dure l'hiver dans le Cantal. « Les gens que nous accompagnons, à Aurillac ou ailleurs, reçoivent de l'aide alimentaire, des vêtements, participent à des sorties,

etc. Tout cela allège leur budget et leur permet de mettre de côté quelques euros qui servent à payer les factures », explique Danielle Beltz, une ancienne assistante sociale devenue bénévole au Secours populaire.

Outre la participation au FSL, le Secours populaire a agi dans tous les départements pendant la canicule. Dans le Gard, l'accueil se faisait le matin pour éviter les grandes chaleurs. À Paris, les bénévoles distribuaient du thé glacé et de l'eau durant des maraudes, plus nombreuses, en profitant pour faire le lien avec les secours en cas de besoin. Pour pallier l'augmentation du prix de l'essence, des chèques-carburant sont attribués, par exemple au comité de Nay, à 20 km de Pau. Les bénévoles y ont aussi mis en place du covoiturage pour rendre les libres-services alimentaires plus accessibles. Dans le Cantal, une antenne mobile se rend non loin de Siran.

Andréa doit encore payer un reliquat de 50 euros par mois et se prive pour cela de tout. « Les gens les plus en détresse arbitrent entre les urgences : l'électricité, l'eau, la nourriture, les enfants », observe Monette Tournadre, une ancienne secrétaire générale de la fédération du Cantal qui continue d'assurer les permanences d'accueil. Avec les hausses de prix de l'énergie, plus d'un million de ménages sont confrontés à des impayés chaque année. Pour le moment, le bailleur d'Andréa refuse de réaliser les travaux d'isolation. « Dans deux ans, je n'aurai même plus droit au FSL. »

*Les prénoms ont été changés à la demande de la mère.

Pauvreté : la France décroche en Europe

Des revenus insuffisants, de multiples privations qui s'aggravent et des Français qui souffrent beaucoup plus que leurs voisins européens : 20 ans après son premier baromètre sur la pauvreté et la précarité, le Secours populaire continue de sonner l'alerte.



Comparaison européenne

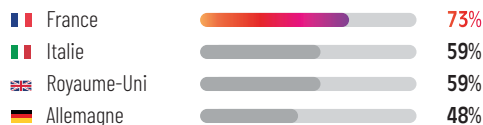
Là où la France décroche

Sur trois indicateurs clés, l'écart avec les autres grands pays d'Europe de l'Ouest est net et systématique.

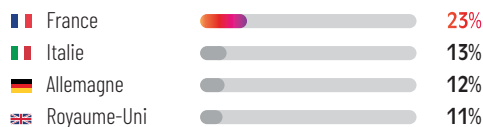
Privation financière récente



Renoncement aux sorties en famille



Besoins essentiels des enfants non couverts



Banalisation

+2 points

59%

des Français connaissent un proche confronté à la précarité — dans leur quartier, au travail ou dans leur entourage immédiat. **Près d'1 sur 4** en connaît un au sein même de sa famille.

Quand, en 2007, le Secours populaire a créé le premier baromètre avec Ipsos pour alerter sur la pauvreté et la précarité, personne n'aurait cru qu'elles frapperaient un nombre record de familles vingt ans après. Cette 20^e édition du baromètre* a été dévoilée, début septembre, au Press club de Bruxelles et étend son regard à neuf autres pays d'Europe, depuis cinq ans. Du Royaume-Uni à la Moldavie, de la Roumanie au Portugal, dans de nombreux pays les timides améliorations qui avaient été observées en 2025 ont disparu, y compris en France. Les personnes interrogées cette année redessinent un panorama aussi sombre que les années 2022-2024, déjà marquées par une crise énergétique. Du Proche-Orient à l'Afrique de l'Est et de Lviv à Ormuz, l'emploi de la force brute n'en finit plus de produire de l'horreur mais aussi des tensions sur les prix de l'énergie et du transport maritime qui pèsent sur le quotidien des Européens.

Les indicateurs de précarité témoignent d'une fragilisation croissante des personnes et des familles. Près d'un Européen sur trois considère qu'une « *dépense imprévue peut [le] faire basculer* » (29 %, en hausse de 1 point). En France, un quart de la population (26 %) se déclarent en situation de fragilité économique, un chiffre en hausse de pas moins de 6 points en un an. La montée des prix de l'énergie et la mise sous contrainte des budgets sociaux se traduisent par la hausse chronique du coût de la vie. Résultat, Français et Européens jugent leur revenus insuffisants. En France, pas moins de 40 % des actifs estiment que leur travail ne leur permet pas de couvrir l'ensemble de leurs dépenses. Plus 10 points. Dix points en un an. On peut parler de choc. « *C'est sans doute le chiffre*

le plus fort. Il illustre le constat quotidien que font les bénévoles : les personnes accueillies gèrent leur budget, font au mieux, mais gagnent à peine de quoi vivre dignement », souligne Houria Tareb, secrétaire nationale du Secours populaire en charge de la solidarité en France.

« Nous voyons sans cesse des gens qui, après le 20 du mois, n'ont pas de quoi mettre de l'essence... »

Pris entre l'étau de revenus faibles et de dépenses incompressibles, 18 % des Français vivent à découvert (+ 3 points depuis 2025). « *Nous voyons sans cesse des gens qui, après le 20 du mois, n'ont pas de quoi mettre de l'essence dans leur voiture pour aller travailler et doivent dire "non" à leurs enfants – systématiquement – quand ils font des courses* », ajoute Houria Tareb. Pour le moment, la situation des autres Européens ne s'est pas autant dégradée, mais un tiers d'entre eux ne disposent pas de revenus suffisants pour couvrir l'ensemble de leurs dépenses.

Cette pression sur les budgets se traduit par une dégradation des conditions de vie pour des millions de Français et d'Européens. Elle prend notamment la forme de difficultés croissantes d'accès à une alimentation suffisante et de qualité. Ce sont ainsi 37 % des Français qui ne peuvent pas se procurer une alimentation saine à même de leur permettre de faire trois repas par jour (+6 % en un an). Pour les ménages percevant au maximum le SMIC, cette proportion atteint

même le chiffre de 58 %, au péril de leur bien-être et de leur santé. Même la quantité pose des problèmes, ce qui était marginal il y a 20 ans : 29 % des Français ont déjà sauté un repas alors qu'ils avaient faim, dont 11 % dans les six mois avant l'enquête. Un scandale auquel les autres Européens sont en moyenne un peu moins exposés (respectivement 26 % et 10 % des personnes concernées). « *Comme le montrent ces résultats, les besoins demeurent élevés dans plusieurs pays et augmentent même en France. Ils rappellent l'importance du maintien des dispositifs européens d'aide alimentaire aux personnes démunies* », relève Sébastien Thollot, secrétaire national du Secours populaire, chargé des questions européennes. Au-delà de l'alimentation, les difficultés s'aggravent après l'accalmie de 2025 : près d'un Français sur deux ne peut payer les frais d'essence ou les abonnements aux transports en commun (46 %, soit une envolée de 12 points en un an). Il faut dire que le logement siphonne une grande partie de l'argent disponible : 33 %



Partenaires européens

La précarité, pays par pays

Italie

29%
se déclarent en situation de précarité.

62%
se sentent isolés socialement.

+10 points

Grèce

44%
se déclarent en situation de précarité.

70%
craignent un accès aux vacances plus difficile pour les générations futures.

Pologne

37%
craignent de basculer dans la pauvreté dans les prochains mois.

Serbie

68%
sont prêts à s'engager dans une association de solidarité.



© Nathalie Bardou / SPF

« Au moment où l'isolement gagne du terrain, l'enjeu est de développer des moments permettant aux personnes de dialoguer et de se sentir appartenir à une communauté. »

ARCI — partenaire italien du Secours populaire.



Face à une pauvreté et une précarité qui abîment, le Secours populaire et ses partenaires en Europe déploient une solidarité tous azimuts, prenant en compte les besoins vitaux comme l'aspiration au bonheur et à l'émancipation.

Photos : © Maïté Baldi, Christophe Da Silva, Jean-Marie Rayapen / SPF



tenir l'existant (sa santé, son foyer, sa force de travail, son statut social), un autre aspect de la précarité est mis en lumière : à travers le renoncement aux loisirs, aux vacances, aux sorties familiales, le manque de moyens réduit aussi les possibilités de s'émanciper, d'embrasser pleinement la vie, de tracer son futur en harmonie avec ses contemporains. Plus d'un Français sur deux peine à partir en vacances au moins une fois par an (55 % soit une hausse de 6 points en un an). Les résultats sont encore pires pour les sorties au cinéma ou au restaurant : 66 % des répondants déclarent avoir dû y renoncer (+ 6 points en un an). C'est même près des trois quarts des Français qui ont dû faire une croix sur les sorties en famille, (73 % contre 64 % il y a un an). Près des deux tiers ont été contraints de restreindre leurs déplacements en voiture ou en transports collectifs (64 %, +8 points). Autant de situations auxquelles le Secours populaire tente de répondre partout dans l'Hexagone, et au-delà avec ses partenaires européens. Les bénévoles proposent un accompagnement global aussi bien sur des problématiques matérielles comme l'accès à une alimentation équilibrée, mais aussi l'aide vestimentaire, à la



mobilité, etc. La démarche s'étend aussi à tout ce qui est nécessaire à une vie ressourçante, notamment à travers les vacances, en cette année du 90^e anniversaire de la conquête des congés payés, mais aussi à travers des accueils autour d'un café, d'un club de lecture, d'un atelier cuisine, d'accès aux sports, aux loisirs, à la culture. L'intensité des privations en France est particulièrement saisissante. « Plus d'une personne interrogée sur deux y a connu récemment une situation de privation du fait de sa situation financière, un chiffre supérieur à celui des autres pays d'Europe de l'Ouest », analyse Pierre Latrille, directeur d'études chez Ipsos (voir p. 18). C'est en effet près de

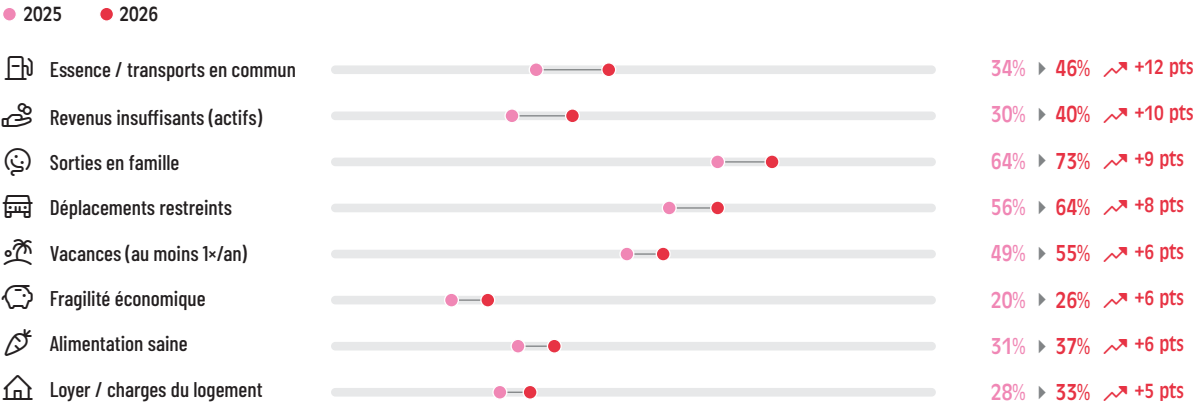
dix points de plus qu'en Italie ou en Allemagne. De même, le renoncement à des sorties ou à des loisirs en famille frappe 48 % des Allemands et 59 % des Italiens comme des Britanniques, mais 73 % des Français. N'avoir pas pu répondre à certains besoins essentiels de leurs enfants concerne 11 % des Britanniques, 12 % des Allemands et 13 % des Italiens, mais près d'un quart des Français (23 %). Des écarts énormes qui pourraient faire débat dans cette année électorale qui s'ouvre. Au regard des possibilités d'accéder à un emploi stable, aux soins ou à un logement décent, la comparaison des conditions de vie entre générations est de plus en plus morose



Évolution en un an

Une année de dérapage

Chaque indicateur mesure l'évolution en France d'un renoncement, d'une restriction ou d'une difficulté à faire face à une dépense du quotidien. Classement du plus fort au plus faible bond, en points.



« Plus d'un Français interrogé sur deux a connu récemment une situation de privation. »

rogées indiquent sans doute une légère réorientation vers l'entourage proche, qui est de plus en plus touché par la précarité. En un mot, une partie des bonnes volontés pare au plus pressé : six Français sur dix (59 %) connaissent désormais un proche confronté à la précarité dans leur quartier, sur les lieux de travail et dans leur entourage immédiat. Près d'un quart d'entre eux déclarent même connaître une situation de pauvreté au sein de leur famille. Un chiffre qui traduit la banalisation de cette situation. La précarité ne concerne plus seulement les chômeurs et les autres personnes privées d'emploi. Elle touche une part croissante des catégories populaires et des classes moyennes en emploi, jusqu'à épargnées. Dans les permanences d'accueil, les libres-services solidaires, les antennes mobiles appelées Solidarius, le Secours populaire apporte une solidarité matérielle accessible à toutes les personnes tenaillées par la précarité. Les bénévoles créent aussi des espaces de rencontre, d'écoute et de confiance pour non seulement réparer ce que la pauvreté et l'incertitude défont mais aussi pour permettre à chacun de reprendre sa place dans la société.

au fil des ans. Sept Européens sur dix, et autant de Français (73 %), disent avoir moins facilement accès à une énergie bon marché que leurs parents (voir p. 3). Devenue de manière saisissante le marqueur principal du déclassement social, la question de l'énergie concentre les craintes les plus fortes depuis les Gilets jaunes : 80 % des Français anticipent ainsi une dégradation continue pour les générations futures. Face à de tels enjeux, 57 % des Européens se disent prêts à s'engager bénévolement dans une association. Certains le font auprès des partenaires du Secours populaire dont l'action, dans les pays sondés, soutient les familles à travers l'aide matérielle et

l'aide administrative. Ces associations accompagnent aussi les personnes en migration et permettent aux jeunes générations de s'ouvrir au monde, à la culture, au sport et à la citoyenneté. Les Français demeurent profondément solidaires : 39 % d'entre eux se disent prêts à donner de leur temps et à s'impliquer dans une association. Pour une fois, ce chiffre diminue néanmoins (-3 points). C'est la première fois en 20 ans que la solidarité n'augmente pas à mesure qu'une crise s'aggrave. Ce léger recul ne traduit pas un désintérêt pour la solidarité ou un repli sur soi, puisqu'avec 100 000 bénévoles, le Secours populaire n'a jamais autant rassemblé. Les personnes inter-



Pierre Latrille,
directeur d'études
chez Ipsos

« Ipsos bva a réalisé cette année la 20^e édition du baromètre de la pauvreté et de la précarité pour le Secours populaire. Ces vingt éditions ont permis de dresser un état des lieux de la précarité en France et en Europe et de mettre en avant les difficultés que traversent un nombre très important de nos concitoyens. Cette année, le baromètre témoigne d'une situation qui s'aggrave après une légère amélioration en 2025, dans un contexte de retour de l'inflation et de hausse des prix de l'énergie. Si cette aggravation de la situation touche la majeure partie des pays européens interrogés, on constate que les Français font état d'une situation particulièrement difficile, avec une

« Les Français font état d'une situation difficile. »

hausse importante de la part de répondants qui se considèrent dans une situation précaire (plus d'un quart) et de la part des actifs qui déclarent que les

revenus de leur travail ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins. Mais c'est sur le front des privations que la situation des Français paraît particulièrement difficile. En effet, plus d'une personne interrogée sur deux a connu récemment une situation de privation du fait de sa situation financière, un chiffre supérieur à celui des autres pays d'Europe de l'Ouest. Ces privations peuvent concerner notamment le fait de limiter ses déplacements, dans un contexte de forte hausse du prix des carburants, ou de renoncer à faire des sorties. Mais elles concernent aussi des sujets plus vitaux, avec une hausse de la part de Français ayant déjà sauté un repas alors qu'ils avaient faim (plus d'un répondant sur 4) ou de la part de Français ayant renoncé à se soigner (près d'un sur trois). Là encore, les Français sont plus nombreux que leurs voisins à témoigner de ces situations de privation. »



Le chiffre fort

↗ +10 points en un an

40%



des actifs français estiment que leur travail ne leur permet pas de couvrir l'ensemble de leurs dépenses.

« C'est sans doute le chiffre le plus fort. Il illustre le constat quotidien que font les bénévoles : les personnes accueillies gèrent leur budget, font au mieux, mais gagnent à peine de quoi vivre dignement. »

Houria Tareb, secrétaire nationale du Secours populaire



Liban

Soutien aux déplacés de guerre

Le sud du Liban, malgré le cessez-le-feu, est en proie aux bombardements. Les deux partenaires libanais du Secours populaire, NISCVT et DPNA, soutiennent les populations déplacées. Parmi elles, un million de réfugiés palestiniens, déjà frappés par la crise économique, ont dû fuir vers le nord du pays. 550 familles palestiniennes du camp d'Ain al-Hilweh ont reçu des coupons d'achat d'une valeur de 100 \$ par le NISCVT. Ce dernier va aussi pouvoir reconstruire son centre de santé mentale détruit par les bombes à Al-Buss. Parallèlement, les bénévoles



de DPNA organisent des dîners traditionnels pour les 600 personnes dont les maisons ont été détruites et qui ont trouvé refuge dans une école de Saïda. Ils y initient les enfants à des activités

récréatives et psychosociales et, pour les mamans, un accompagnement à la gestion du stress. Autant de manières de mettre un baume sur les sentiments de désespoir et de déracinement.



© Martin Lom / SPF

Venezuela - Colombie

Élan de solidarité face aux séismes dévastateurs

Le 10 août, un tremblement de terre a frappé l'ouest de la Colombie. Sans attendre, le Secours populaire a soutenu son partenaire de Medellin afin qu'il apporte une solidarité immédiate. Deux mois auparavant, c'était le Venezuela voisin qui était touché. Le double séisme survenu le 24 juin au nord de Caracas a causé plus de 5 200 morts et 16 740 blessés. Une mission du Secours populaire s'est rendue sur place. Du matériel médical a été acheté pour un refuge de personnes âgées - fauteuils roulants, déambulateurs et médicaments. Pour un engagement sur le long terme, un travail a été initié avec des partenaires locaux œuvrant pour la protection de l'enfance ou l'accès aux soins pour tous.

Bosnie-Herzégovine

L'éducation non formelle pour une inclusion durable

Learning Activity Network (LAN), partenaire bosnien du Secours populaire, renouvelle pour la troisième année son projet « Progrès par l'inclusion » à Bihać, en Bosnie-Herzégovine. Lancé dans l'une des régions les plus pauvres du pays, il vise à accompagner des enfants issus de communautés marginalisées, vivant dans des camps de réfugiés ou orphelins, ainsi que des jeunes souffrant de troubles comportementaux, par le biais de l'éducation non formelle. Activités culturelles, sportives, bénévolat : l'association espère offrir de nouvelles perspectives d'éducation et de formation à 1300 enfants de Bihać.

Côte-d'Or

Atelier « mufete » à Dijon

Début juin, des personnes aidées de la fédération de Côte-d'Or ont fait découvrir une recette angolaise à une quinzaine de bénévoles du Secours populaire. La « mufete » est le plat familial par excellence à Luanda, la capitale de l'Angola. Ces ateliers cuisine, animés par des personnes accueillies, ont lieu trois fois par an. Ils permettent aux participants de découvrir de nouvelles recettes et, surtout, de faire connaissance entre acteurs de la solidarité.

SOLIDARITÉ

FAIT SA

Rentrée

PARTENARIATS NATIONAUX

Le Secours populaire noue, au niveau national, des partenariats qui permettent aux bénévoles sur le terrain d'alléger, pour les familles, le poids financier de la rentrée. Ainsi, le concours de la MAE permet l'obtention d'assurances scolaires gratuites pour leurs enfants. En 2025, ce sont plus de 11700 contrats qui ont été souscrits, garantissant à chaque enfant une protection adaptée pour ses activités scolaires et extrascolaires. Le Crédit mutuel, quant à lui, dote la soixantaine d'antennes étudiantes implantées dans les universités de 500 ordinateurs portables que les bénévoles peuvent remettre aux étudiants en grande difficulté qu'ils soutiennent toute l'année.

ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF ET SCOLAIRE

Nombreux sont les bénévoles qui s'investissent dans l'accompagnement éducatif et scolaire. Dans les locaux de l'association ou au domicile des enfants, ils aident les élèves à faire leurs devoirs mais ce soutien est plus large : il a pour objet de permettre une ouverture culturelle. Ils peuvent ainsi emmener les petits au musée ou au cinéma, à un match sportif ou en balade. C'est un lien qui se tisse pour toute l'année et souvent bien plus longtemps. En 2025, ils étaient 32 000 enfants à avoir été ainsi accompagnés.

AIDE AU FINANCEMENT DES LICENCES

De nombreuses fédérations apportent aux familles des coups de pouce, à la rentrée, pour inscrire leurs enfants au conservatoire de musique ou pour s'acquitter des frais d'une licence sportive. Mais les freins ne sont pas que financiers pour les familles ; ainsi, comme dans la Marne, les bénévoles s'engagent à accompagner chaque semaine les apprentis sportifs jusqu'au dojo, au terrain de basket ou la salle de sport qui est parfois loin de chez eux.

Le Secours populaire s'est toujours engagé pour le droit à l'éducation et l'égalité des chances. En cette période de rentrée scolaire, ce droit revêt une portée symbolique forte. Focus sur quelques actions emblématiques de ce combat de toujours, que les bénévoles de l'association portent avec imagination et détermination.

COLLECTES DE FOURNITURES

Partout en France, dès la fin du mois d'août, dans les grands magasins, les bénévoles organisent des collectes de fournitures scolaires. Celles-ci sont remises aux familles accompagnées par l'association, afin d'alléger le coût de leur rentrée.

ÉDUCATION À LA SOLIDARITÉ

La rentrée scolaire est aussi celle des bénévoles qui se rendent dans les établissements scolaires afin de sensibiliser les élèves aux valeurs d'entraide et de justice sociale. Ils les invitent également à se mettre en mouvement pour redessiner les contours d'un monde meilleur. Depuis 2000, le Secours populaire reçoit l'agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public. Ce « label » est le sésame qui permet de pénétrer dans les écoles. Les valeurs qu'y portent les bénévoles – le refus des inégalités, la solidarité, l'éducation populaire, l'émancipation – concourent, au même titre que les savoirs, la culture générale et le sens critique, à former les citoyens de demain.

PARTOUT DANS LE MONDE

Nos partenaires dans le monde se mobilisent eux aussi, avec notre soutien, pour le droit à l'éducation des enfants – réhabilitation d'écoles, achat de bus scolaires, aménagement de cantines ou de bibliothèques, équipement de salles de classe, offre de kits scolaires, création des conditions pour que les filles retrouvent le chemin de l'école.

© Nayl Mtroubani / SPF



À Mayotte, l'éducation populaire redonne espoir et dignité

À Mayotte, malgré l'obligation scolaire, une part importante des enfants en âge d'être scolarisés n'a pas accès à l'école, en raison de l'insuffisance d'infrastructures scolaires et de personnel éducatif, ainsi que de la précarité de nombreuses familles. Aussi, avec son partenaire Kaweni Nouvelle Aire (KNA), le Secours populaire agit au cœur des quartiers informels et dans les zones rurales pour offrir aux enfants déscolarisés un enseignement de base (lecture, écriture, calcul, français), dans des espaces proches de leur quotidien, tout en accompagnant leurs familles pour qu'ils retrouvent le chemin de l'école. Deux dispositifs complémentaires ont été mis en place : des écoles de campagne (accueil des enfants dans les locaux de l'association) et des bibliothèques de rue (intervention en extérieur dans les quartiers).

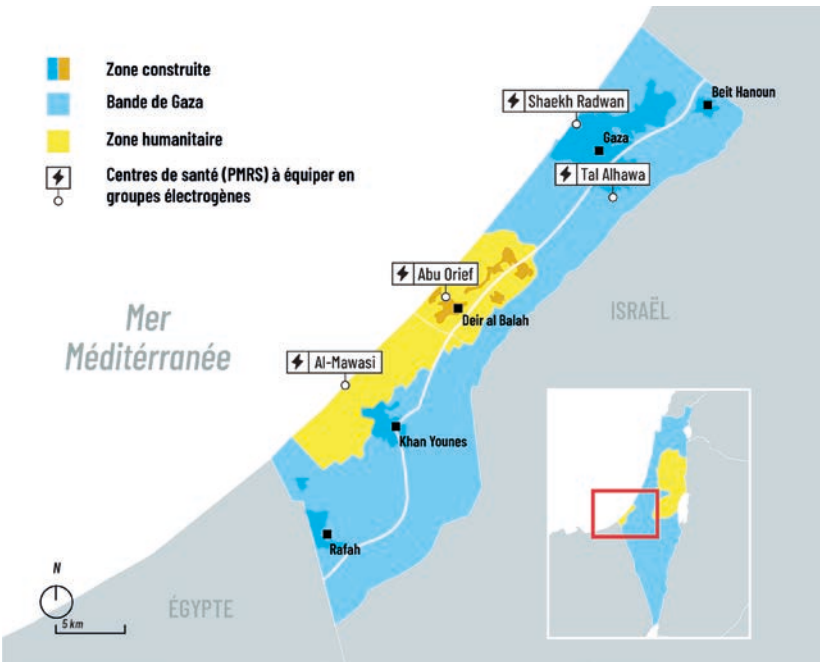
Maroc

Trois ans après le séisme, reconstruire l'humain

L'école de Mzouzit dans le Haut-Atlas se redresse, trois ans après le séisme. À ce chantier, supervisé par l'association IFLAN, s'ajoutent deux autres écoles réhabilitées. La priorité pour ce partenaire du Secours populaire : assurer la continuité scolaire des jeunes et les « soulager du choc psychologique » provoqué par la catastrophe du 8 septembre 2023. Les activités agricoles reprennent doucement, la fondation YTTU ayant formé les femmes du village de Zrit à l'hydroponie. Une technique de culture hors-sol. Pour lutter contre l'exode des jeunes, l'association Al Karam, quant à elle, finance des formations professionnelles pour leur offrir un avenir dans cette région montagneuse encore endeuillée.

Palestine

Gaza : l'électricité, une question de vie ou de mort



Le Secours médical palestinien (PMRS), partenaire du Secours populaire, poursuit sa mission d'accès aux soins pour les familles gazaouies, d'autant plus vulnérables que 70% d'entre elles vivent sous des tentes. Dans les cliniques, les dispensaires ou au sein d'équipes mobiles, quelque 300 soignants viennent en aide à plus de 100 000 personnes

chaque mois dans la bande de Gaza. Depuis le cessez-le-feu, PMRS est parvenu à réhabiliter ses centres en ruine et recouvrer une partie de sa flotte d'ambulances afin d'être à la hauteur de besoins immenses. Afin de ne plus dépendre du réseau public d'électricité qui s'effondre, PMRS souhaite se doter de ses propres groupes électrogènes

Ain

La culture, ça change la vie

Du 27 au 31 juillet s'est déroulée la 6^e édition de la Semaine des oubliés de la culture. À Bourg-en-Bresse et quatre autres villes de l'Ain, les bénévoles, personnes accompagnées et enfants « Copain du Monde » ont accueilli une tournée de la compagnie de théâtre Une Autre Carmen. 220 personnes ont ainsi assisté à leur spectacle musical « Rouge », participé à des ateliers de découverte de l'opéra et rencontré les artistes. Un projet participatif qui rappelle le rôle crucial de la culture pour s'ouvrir sur le monde et s'épanouir.

« Nous manquons d'électricité. C'est notre priorité absolue. »

pour assurer la continuité de son activité. « Nous ne possédons que quatre groupes électrogènes, nous ne pouvons donc faire fonctionner que quatre de nos cliniques. Pour les quatre autres, nous manquons d'électricité. C'est notre priorité absolue », alerte le docteur Bassam Zaqout, directeur de PMRS dans l'enclave. Le Secours populaire se fixe pour objectif de permettre à son partenaire de se doter de ces quatre groupes électrogènes supplémentaires et de leur alimentation en carburant (voir carte). De cette électricité dépend la survie de dizaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes de Gaza.



Soutenez nos actions en Palestine en scannant ce qr code.



L'effet multiplicateur :



L'effet multiplicateur, aussi appelé effet levier, est au cœur du fonctionnement du Secours populaire.

Il repose sur une idée simple :

« Chaque euro donné permet de générer beaucoup plus d'aide grâce à la mobilisation des bénévoles, aux dons en nature et aux partenariats. »

En 2025, 100 € reçus ont permis de réaliser l'équivalent de 317 € d'actions solidaires.

d'organiser et de coordonner de nombreuses actions qui mobilisent des ressources supplémentaires. Concrètement, un don peut contribuer à l'organisation de collectes alimentaires, à la récupération et à la distribution de vêtements ou de fournitures scolaires, à l'accompagnement de familles en difficulté, à l'organisation de

Cela signifie qu'un don financier ne sert pas seulement à financer une aide directe. Il permet aussi

départs en vacances pour des enfants ou encore à des interventions d'urgence en France et à l'international. Cet effet est rendu possible grâce à l'engagement des 100 000 bénévoles du Secours populaire. Leur temps, leurs compétences et leur présence sur le terrain permettent de transformer les dons en actions concrètes tout en limitant les coûts. Les entreprises, les collectivités et les associations partenaires participent également à cet effet en apportant

Ainsi, chaque don devient le point de départ d'une chaîne de solidarité plus large.

des produits, des services ou un soutien logistique. Grâce à cette mobilisation collective, le Secours populaire peut aider davantage de personnes que ne le permettraient ses seules ressources financières. Un don n'agit jamais seul : il mobilise des femmes et des hommes, des ressources et des compétences qui en multiplient les effets. C'est cette force collective qui permet au Secours populaire d'agir toujours plus largement auprès des personnes en difficulté.



© Stéphane Duprat / SPF

Incendies : une solidarité inconditionnelle

Face aux conséquences des incendies, les animateurs-collecteurs bénévoles du Secours populaire se mobilisent pour aider les personnes sinistrées à reconstruire leurs vies.

Après le feu qui anéantit tout sur son passage, après, pour plus de 220 000 personnes, plusieurs jours d'évacuation au prix de nuits d'inquiétude, des milliers de familles sinistrées par les incendies sont revenues chez elles. Ou dans ce qui fut leur vie, dévorée par le feu. Pyrénées-Orientales, Var, Landes, Gironde, mais aussi Fontainebleau, Corse, Drôme, Pas-de-Calais, Ille-et-Vilaine, Hautes-Alpes... Les incendies qui ont ravagé plusieurs départements français cet été ont été d'une ampleur et d'une intensité inédites, détruisant forêts, cultures, habitations, vie animale ou lieux de travail. D'autres départements ont subi des tornades destructrices. Et du Népal à l'Algérie, du Nevada au Tibet, le monde a souffert de canicules à répétition, de sécheresse ou d'inondations. Face à de tels drames et traumatismes, la solidarité, incondition-

nelle, multiforme, permet de commencer à retrouver le cours de sa vie, d'envisager l'avenir, de reprendre espoir.

Des vies bouleversées

Certains ont tout perdu. Leurs maisons. Les photos de leurs familles. Des agriculteurs, artisans, auto-entrepreneurs, restaurateurs, apiculteurs, maraîchers ont perdu leurs outils, leurs récoltes, leurs ruches, leurs moyens de travail. Certains salariés n'ont pu se rendre des jours durant sur leur lieu de travail. Les travailleurs précaires sont particulièrement affectés. Parmi eux, des saisonniers, dans l'agriculture ou le tourisme, comme d'autres travaillant pour l'aide ou le ménage à domicile. Certaines personnes étaient correctement assurées, d'autres, vivant provisoirement ou non dans des mobil-homes, ne l'étaient que partiellement voire pas du tout. Tout cela, les bénévoles l'ont découvert en allant à la rencontre des personnes sinistrées.

Une mobilisation exceptionnelle

Face à l'étendue de la catastrophe, à la diversité et à l'évolution permanente des besoins exprimés, le Secours populaire a dû réagir de manière exceptionnelle, guidé par un principe incontournable, celui d'une solidarité avec toutes les victimes. Dès le début des incendies, les bénévoles ont ainsi manifesté de mille et une façons leur solidarité. D'abord en appelant toutes les personnes accompagnées ou donatrices susceptibles d'avoir été touchées pour prendre de leurs nouvelles. Ensuite en répondant aux besoins exprimés par les personnes évacuées. Et également en collectant des dons financiers, répondant à l'appel lancé immédiatement par l'Association nationale. Comment ne pas saluer l'immense élan de générosité de la population qui a elle aussi répondu massivement à cet appel et la solidarité manifestée partout par des personnes de toutes origines et toutes conditions ?

L'ASSO-
DE
AU



Au plus près des besoins

Dès les évacuations, les bénévoles du Secours populaire se sont rendus auprès des personnes réfugiées dans les centres d'accueil, pour répondre à leurs besoins immédiats : eau, nourriture, vêtements, produits d'hygiène et de première nécessité, chargeurs de téléphones, batteries nomades, lampes frontales, livres, jeux pour les enfants, nourriture pour les animaux de compagnie, postes de radio, journaux... Puis est venue la découverte de l'immensité de ce qu'il faudrait reconstruire. Matériellement, comme dans les vies et les cœurs. Les comités locaux du Secours

populaire ont ouvert en grand leurs portes mais, au-delà, les bénévoles sont allés à la rencontre des personnes sinistrées. Une quinzaine de « Solidarius » mis à disposition par les fédérations ont permis un accueil en toute discrétion. Ils ont aidé à gérer les démarches administratives, les assurances, permis l'accès au numérique, offert la prévention et l'orientation vers les soins de santé en particulier psychologiques. La solidarité est aussi matérielle : achat de sacs pour déblayer les gravats, d'outils tels que des scies ou des tournevis, de matériel pour réparer des outils agricoles, de tentes, de semences, de nourriture pour les animaux, de ruches pour qu'il

soit possible de reprendre le travail. Il faut aussi prévoir de quoi organiser une rentrée scolaire et universitaire, équiper les enfants et les jeunes de fournitures scolaires et ordinateurs. Les familles sinistrées ont aussi besoin de temps de répit. Pour souffler. Pour se retrouver. Pour rêver. Pour imaginer l'avenir de façon plus sereine. Comme toutes les familles, et peut-être plus encore que d'autres, elles ont droit à un temps de vacances, de loisirs. C'est pourquoi le Secours populaire a organisé à leur intention des « Journées bonheur » avant la rentrée. Car la solidarité, c'est aussi permettre de retrouver, individuellement et tous ensemble, ce qui fait vivre l'espoir.

AU  DE L'ASSO'

Mémoire longue

Malpasset : une étape nouvelle pour la solidarité

2 décembre 1959, 21h13. Pour les habitants de Fréjus, le cauchemar vient de commencer. Le barrage de Malpasset, qui assurait l'alimentation en eau de l'agglomération de Fréjus-Saint-Raphaël, des communes alentour et des plaines agricoles vient de céder : après une longue période de sécheresse, il n'a pas résisté aux pluies diluviennes. 50 millions de mètres cubes d'eau déferlent en une vague de dizaines de mètres de hauteur, à quelque 80 km/h, dans toute la vallée du Reyran. 423 personnes meurent cette nuit-là. D'autres sont blessées. Des maisons, des fermes,

des routes, des voies ferrées sont rayées du paysage. Plus de 7000 personnes sont sinistrées. Face au cataclysme, le pays connaît un élan de solidarité sans précédent. Les bénévoles du Secours populaire, eux, se mobilisent immédiatement et collectent pour une solidarité matérielle, financière, humaine. Il s'agit d'aider toutes les personnes victimes de la catastrophe, quelles qu'elles soient, dès lors qu'elles en ont besoin. Pour l'association, c'est une nouvelle étape de son histoire : la solidarité inconditionnelle s'inscrit de façon concrète dans son ADN.

Début 1960, un second camion empli d'aide matérielle partit de Paris pour Fréjus pour « *aider tous les gens sans se préoccuper de ce qu'ils pensaient* », témoigna Julien Lauprêtre, alors à la tête du Secours populaire.



Photos : ©Jean-Marie Rayapen, Pascal Montary, Maïté Baldi, Denis Allard, Rijasolo / SPF



LES VACANCES : UN AIR DE FÊTE

La campagne Vacances du Secours populaire a battu son plein pour le 90^e anniversaire des congés payés. Les bénévoles ont déployé toute leur énergie pour offrir au plus grand nombre la joie des départs, le goût de l'aventure, une pause pour reprendre souffle. Aperçu, en quelques clichés, de moments de bonheur pur – cinq instants puisés dans plus de 350 000 journées de vacances créées par les bénévoles.

1 « On se refait une beauté avant d'aller au musée. » Des séjours de vacances sont organisés pour tous : les enfants bien sûr, en colonies ou dans des familles de vacances, ainsi que les adolescents, les jeunes, les familles – notamment monoparentales –, les personnes isolées dont les séniors. Ainsi, du 22 au 26 juin, une trentaine de personnes âgées du Gard se sont rendues dans un club de vacances près de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, pour une semaine de visites tous azimuts.

2 « Les vacances, ça se fête. » Tout l'été, les bénévoles ont organisé des guinguettes solidaires pour fêter la loi généralisant les congés payés, qui fait écho au combat du Secours populaire pour permettre aux enfants et aux familles frappés par la pauvreté ou l'injustice de connaître la joie des vacances. Ces temps festifs, qui lient bénévoles, personnes accompagnées et grand public, ont mêlé jeux de plein air, buvettes et concerts. La première de ces guinguettes s'est déroulée à la Villette à Paris, les 12 et 13 juin.

3 « Nous étions si fiers de nous. » Le 8 juillet, des enfants de Marseille se sont rendus à Avignon afin de présenter leur spectacle, travaillé tout au long de l'année lors d'ateliers d'écriture. En compagnie de leurs familles, ils ont découvert le Festival. Des enfants aidés par nos partenaires au Maroc, au Liban et aux Etats-Unis se sont joints à cette journée.



4 « Finalement, nous ne sommes pas si différents ! » Les villages d'enfants « Copain du Monde » permettent la rencontre d'enfants de différents pays, accueillis pour des séjours interculturels et d'apprentissage de la solidarité. Une trentaine de séjours se sont tenus en France comme ailleurs dans le monde. Du 16 août au 28 août, pour la première fois, un tel village a été organisé à Madagascar. Il a réuni 70 enfants : des jeunes Malgaches, Mahorais et Réunionnais, accompagnés ou engagés dans des associations partenaires du Secours populaire, ainsi que des « Copain du Monde » du Puy-de-Dôme.

5 « C'est une seule journée, mais je ne l'oublierai jamais. » Malgré les efforts des bénévoles, nombreux demeurent les enfants qui ne partent pas de l'été. C'est pourquoi, depuis 1979, le Secours populaire organise partout en France des « Journées des oubliés des vacances ». Ainsi, le 19 août, près de 5 000 petits Franciliens ont investi la plage de Deauville. La visite de la pluie n'a en rien entamé leur bonne humeur : c'était « leur » journée. Au programme : baignade, jeux, pique-nique, activités sportives, châteaux de sable, danses, glaces, musique... De quoi repartir avec des souvenirs plein la tête pour la rentrée.



ON PEUT DONNER DU BONHEUR, ON PEUT AUSSI LE TRANSMETTRE

© Bruno Manno/SPF

LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE

Léguer au Secours populaire français, c'est multiplier votre bonheur à l'infini pour faire vivre une solidarité de proximité contre la pauvreté et l'exclusion des enfants et des personnes les plus démunies.



Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer au Secours populaire français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03

☐ **OUI**, je souhaite recevoir la brochure sur les legs, donations et assurances-vie par: ☐ courrier ☐ email

☐ Mlle ☐ Mme ☐ M. Nom* _____ Prénom _____

Adresse : _____

Code postal [][][][][] Ville _____

Téléphone [][][][][][][][] E-mail _____

26CV1333



Votre contact:
Carole Pezron
01 44 78 79 26

Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tous droits de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés et la rigueur de la gestion dans l'utilisation des fonds.



* Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours populaire français, 9 rue Froissart - 75140 Paris CEDEX 03. Le responsable de traitement est M. Thierry Robert, Directeur général. Ces données sont destinées à la Direction de la communication et de la collecte, à la Direction financière et aux tiers mandatés par le Secours populaire français, à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes, faire appel à votre générosité, vous adresser votre reçu fiscal ainsi que des informations sur les missions du SPF et vous remettre la carte de donateur. Le Secours populaire français ne transfère pas les données en dehors de l'Union Européenne. Les données ne sont ni louées, ni échangées, ni vendues à des tiers. Conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez accéder à vos données personnelles, demander leur rectification, limitation ou effacement et vous opposer à leur utilisation, en contactant le « service relation donateur » au 9/11 rue Froissart - 75140 Paris cedex 03 - 01 44 78 22 37 - relation.donateurs@secourspopulaire.fr. Ces données sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.